

Synthèse

Nous résumons ci-dessous les conclusions de l'étude par une série de thèses :



La population se montre généralement ouverte et bienveillante à l'égard des thèmes qui concernent la communauté LGBTQIA+. De nombreuses préoccupations sont majoritairement jugées de façon plutôt positive. De nettes variations sont cependant perceptibles.

La sympathie et l'attitude compréhensive se manifestent surtout lorsqu'il est question de l'orientation sexuelle d'une personne, en particulier dans le cas des gays, des lesbiennes et des personnes bisexuelles. La volonté de comprendre diminue dès qu'on aborde l'identité de genre (personnes trans et non binaires) ou l'intersexuation. On note alors une baisse significative de l'ouverture à la nouveauté et de la disposition à relever les défis qu'elle implique. Les préjugés et une moindre sympathie sont beaucoup plus marqués à l'égard des personnes trans, non-binaires et intersexes par rapport aux gays, lesbiennes et personnes bisexuelles.



Les attitudes positives à l'égard de la communauté LGBTQIA+ sont largement répandues quand on se situe sur le plan des valeurs et des libertés individuelles. Cependant, dès qu'on aborde des questions concrètes touchant à la législation, aux réglementations institutionnelles ou à l'adaptation des infrastructures, la population est moins ouverte et moins disposée à offrir un soutien. La visibilité des différents modes de vie suscite également davantage de résistances. Exemple de contradiction : une nette majorité de la population reconnaît que la liberté de vivre pleinement sa sexualité est un droit humain, mais une personne sur deux désapprouve au moins partiellement que deux hommes puissent s'embrasser en public dans la rue. Ce point rend patent un certain écart entre la théorie et la pratique, l'adhésion à des valeurs et l'acceptation dans la vie quotidienne.

Les individus de sexe masculin, d'un certain âge et politiquement orientés à droite, sont notamment moins enclins à s'intéresser aux préoccupations et aux défis propres aux personnes LGBTQIA+. Ils tendent davantage à une attitude de rejet. Le même constat s'applique aux personnes religieuses. Dans l'ensemble, une opinion assez souvent exprimée est que les questions LGBTQIA+ occupent trop d'espace dans les médias et le discours politique. La population suisse apparaît relativement peu disposée à soutenir les personnes LGBTQIA+ et à prendre activement leur défense. La propension à manifester une franche hostilité est cependant tout aussi faible. Dans l'ensemble, on constate dans le grand public une neutralité distante.



Les personnes LGBTQIA+ avancent souvent avec prudence et circonspection face au monde extérieur lorsqu'il s'agit de leur identité. Cette retenue, qui sert fréquemment de mécanisme de défense, caractérise de nombreux aspects de leur vie quotidienne, dans les relations avec les voisin·e·x·s, l'entourage professionnel voire le cercle familial. Ces personnes sont nombreuses à éviter certains endroits de peur d'y être agressées. Cette réserve est particulièrement marquée dans les espaces publics et les transports en commun. Mais elle est aussi clairement identifiable dans des domaines comme la santé et l'emploi.



Un pourcentage considérable de personnes concernées fait (régulièrement) l'expérience de la discrimination. Pour beaucoup d'entre elles, Insultes, menaces et regards inquisiteurs sont une réalité plus ou moins quotidienne. Il est choquant qu'une personne sur trois ait été agressée physiquement ou sexuellement au cours des cinq dernières années. Or la plupart de ces agressions ne sont jamais dénoncées.



La visibilité croissante des personnes LGBTQIA+ dans l'espace public et les progrès obtenus sur les plans juridique et législatif ont certes contribué à réduire les préjugés, l'intolérance et la violence. Mais on constate aussi d'autres évolutions en sens contraire : les déclarations polarisantes et polémiques de certains politicien·ne·x·s et partis apparaissent souvent comme le principal facteur de détérioration de la situation. Dans l'ensemble, dans la perception des personnes concernées, l'intolérance provient moins de la société civile que de la rhétorique politique et de l'agitation qu'elle suscite. Cette dynamique montre que malgré des progrès sur le plan structurel, le chemin vers une société véritablement inclusive comporte encore de nombreux défis. Ce contexte explique qu'une action gouvernementale plus affirmée soit souhaitable pour améliorer la situation des personnes LGBTQIA+ dans la vie quotidienne.